

À Montélimar, le 29 avril 2022

MONTÉLIMAR AGGLOMÉRATION  
Arrivée le  
12 MAI 2022

**Communauté d'Agglomération  
Montélimar Agglomération  
Monsieur CORNILLET Julien  
Président**  
Maison des Services Publics  
1, Avenue Saint Martin  
26 200 MONTELMAR

N/REFS : AG/AF/ 2022-04-016

Affaire suivie par : Antoine FUMAT, Directeur Général des Services ([antoine.fumat@sypp.fr](mailto:antoine.fumat@sypp.fr))

**Objet : Modification statutaire par extension du périmètre du SYPP – Adhésion de la CC Rhône Lez Provence**

**PJ :** 1) Délibération du comité syndical du 28 avril 2022  
2) Projet des statuts du Syndicat  
3) Délibération de la CC Rhône Lez Provence sollicitant l'adhésion au SYPP

Monsieur le Président,

*cher Julien*

Par délibération du 29 mars 2022, la Communauté de Communes Rhône Lez Provence a sollicité l'adhésion au Syndicat des Portes de Provence.

Faisant suite à cette demande, le comité syndical du SYPP s'est réuni en date du 28 avril 2022 et a statué favorablement et à l'unanimité des membres présents pour l'adhésion de ce nouvel EPCI entraînant une modification statutaire.

Par voie de conséquence et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, votre EPCI, en tant que membre du SYPP, se doit de délibérer dans un délai maximum de trois mois à réception du présent courrier pour accepter ou non l'extension du périmètre du SYPP (par adhésion de la CC Rhône Lez Provence) et autoriser la modification statutaire induite.

Pour ce faire, vous trouverez ci-joints la délibération du comité syndical du 28 avril, le projet des nouveaux statuts intégrant une modification unique de l'article 2 « Composition » ainsi que la délibération préalable de la CC Rhône Lez Provence.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes respectueuses salutations.

*Amitié*

Alain GALLU  
Président du SYPP



**Syndicat des Portes de Provence**

Immeuble le Septan - Entrée A  
8, av du 45ème Régiment de Transmission  
Quartier Saint Martin - 26200 Montélimar



Tél : 04 75 00 25 35  
Fax : 04 75 00 25 42



**Syndicat des Portes de Provence**  
pour le traitement des courriers  
[contact@sypp.fr](mailto:contact@sypp.fr)  
[www.sypp.fr](http://www.sypp.fr)  
SYPP26

Envoyé en préfecture le 12/07/2022

Reçu en préfecture le 12/07/2022

Affiché le



ID : 026-200040459-20220628-2022\_06\_28\_706-DE

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**

Séance du 28 avril 2022  
Convoqué le 08 avril 2022

**L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit avril, à 14h00, le Comité Syndical du Syndicat des Portes de Provence s'est réuni sous la présidence de M. Yves COURBIS, 1<sup>er</sup> Vice-Président en l'absence de M. Alain GALLU, Président.**

Nombre de membres en exercice : 25  
Nombre de membres présents ou représentés : 17  
Nombre de membres absents excusés non représentés : 0  
Nombre de membres absents : 8

**Sont présents :** M. Daniel BUONOMO, M. Yves COURBIS, Mme Véronique ALLIEZ, Mme Sylvie MOLINIE, M. Hichame MARGOUM (suppléant de M. Alain GALLU), M. Patrick FRANÇOIS, M. Roland RIEU, M. Pascal TOURNIAYRE, M. Pierre-André VALAYER, Mme Carole THOMAS, M. Paul SAVATIER et M. Olivier SALIN.

**Membres excusés suppléés :** M. Alain GALLU suppléé par M. Hichame MARGOUM

**Membres excusés représentés :** Mme Valérie ARNAVON par Daniel BUONOMO, M. Yves LEVEQUE par M. Daniel BUONOMO, M. Eric PHELIPPEAU par M. Yves COURBIS, Mme Hélène MOULY par Mme Sylvie MOLINIE, M. Philippe BERARD par M. Yves COURBIS et M. Thierry DAYRE par M. Olivier SALIN

**Membres absents excusés :**

**Membres absents :** M. Laurent CHAUVEAU, M. Mounir AARAB, M. Jean-Paul CROIZIER, M. Gérard BICHON, Mme Corinne MOULIN et M. Christian CORNILLAC

**Secrétaire de séance :** M. Olivier SALIN

**Assistaient également au Comité Syndical :** M. Antoine FUMAT, Directeur Général des Services



**DÉLIBÉRATION D14-22****MODIFICATION STATUTAIRE – ADHESION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES RHONE LEZ PROVENCE**

Par délibération en date du 29 mars 2022, la Communauté de Communes Rhône Lez Provence a acté le principe d'une adhésion pour l'intégralité de son territoire au Syndicat des Portes de Provence.

Afin d'éclairer le comité syndical sur les impacts de cette potentielle adhésion et en complément du rapport annexé à la présente délibération, Monsieur Yves COURBIS, Vice-Président, informe les membres des éléments suivants :

**1) Amélioration des finances des EPCI**

L'adhésion de la Communauté de Communes Rhône Lez Provence entraine **une baisse de charge financière sur les EPCI** du Syndicat dans le cadre de la répartition de la dette liée au centre de valorisation et au centre de tri **estimée à plus de 240 000 euros par an** et répartie comme suit :

Répartition de la charge fixe sur SYPROVAL - Adhésion CC RLP					
Base population 2021					
EPCI	Population 2021	Charge annuelle après taux fixés sans RLP	Charge annuelle après taux fixés avec RLP	Différence (par an)	Différence (sur 17 ans)
Agglo	68883	765 873 €	687 024 €	- 78 849 €	- 1 340 435 €
CCDSP	43590	484 654 €	434 757 €	- 49 897 €	- 848 244 €
CCDRAGA	19330	214 920 €	192 793 €	- 22 127 €	- 376 154 €
CCEPPG	23424	260 439 €	233 626 €	- 26 813 €	- 455 821 €
CCDB	9776	108 694 €	97 504 €	- 11 190 €	- 190 237 €
CCARC	23337	259 472 €	232 758 €	- 26 713 €	- 454 128 €
CCBDP	21673	240 970 €	216 162 €	- 24 809 €	- 421 748 €
CCRLP	24103	- €	240 398 €		
<b>TOTAL</b>	<b>234116</b>	<b>2 335 022 €</b>	<b>2 335 022 €</b>	<b>- 240 398 €</b>	<b>- 4 086 767 €</b>

De plus, l'extension du périmètre du Syndicat permet également de pérenniser la situation financière du Syndicat lui-même par une **recette complémentaire estimée à 85 138 euros par an** dans le cas de la CC Rhône Lez Provence.

**2) Optimisation technique**

L'adhésion d'un nouvel EPCI au Syndicat met également en œuvre une optimisation de l'ensemble des marchés, une mutualisation et une cohérence des actions menées par le Syndicat en concertation avec l'ensemble des EPCI membres.

En application des statuts du Syndicat des Portes de Provence et du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au comité syndical de se prononcer sur cette modification statutaire.

Cette dernière sera ensuite subordonnée à l'absence d'opposition de plus du tiers des membres du syndicat représentant au moins la moitié de la population totale de l'établissement public ou de plus de la moitié des membres représentant le tiers de la population.

Au sein de cette majorité, doivent nécessairement donner leur accord les membres **représentant plus du quart (1/4)** de la population du syndicat (principe de la minorité de blocage) ce qui est le cas pour l'Agglomération de Montélimar.

Les **membres** doivent délibérer dans les trois mois qui suivent la notification de la délibération du Comité Syndical du SYPP. A défaut de délibération dans ce délai la décision est **réputée favorable**.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°07-2016-12-16-003 du 16 décembre 2016 (Vaucluse) prononçant la constitution de la Communauté de Communes Rhône Lez Provence,

Vu la délibération D2022\_27 du 29 mars 2022 par laquelle le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Rhône Lez Provence demande l'extension du périmètre du Syndicat des Portes de Provence afin que celle-ci y adhère pour la totalité de son territoire,

Vu le rapport d'étude sur l'adhésion de la Communauté de Communes Rhône Lez Provence au Syndicat des Portes de Provence annexé à la délibération de la Communauté de Communes Rhône Lez Provence ;

Vu le projet des statuts du Syndicat des Portes de Provence modifié par extension du périmètre annexé à la présente délibération,

Considérant que la compétence en matière de gestion et de traitement des déchets ménagers et assimilés est dévolue à la Communauté de Communes Rhône Lez Provence sur son territoire,

Considérant que cette adhésion permet :

- une optimisation financière pour le Syndicat et l'ensemble des EPCI membres,
- une mutualisation des actions et des objectifs de réduction sur un territoire élargi et cohérent,
- une optimisation des centres de tri et valorisation du Syndicat.

Après avoir entendu l'exposé précédant,

Après en avoir délibéré,

**Le comité syndical décide à l'unanimité de :**

- **SE PRONONCER FAVORABLEMENT** sur la demande d'adhésion de la Communauté de Communes Rhône Lez Provence
- **SE PRONONCER FAVORABLEMENT** sur la modification statutaire induite par l'adhésion de la Communauté de Communes Rhône Lez Provence
- **PRENDRE ACTE** que les collectivités adhérentes au Syndicat des Portes de Provence seront consultées dans les conditions prévues à l'article L 5211-20 du Code Général des Collectivités Locales
- **MANDATER** le Président à l'effet d'adopter toute mesure et d'entreprendre toute démarche de nature à exécuter la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département et de sa publication.

Pour copie conforme  
A Montélimar

Alain GALLU  
Président





Envoyé en préfecture le 12/07/2022

Reçu en préfecture le 12/07/2022

Affiché le 29/04/2022

ID : 026-200040459-20220628-2022\_06\_28\_706-DE

Affiché le 29/04/2022

ID : 026-252602552-20220428-CS280422\_1-DE

Le Président certifie le caractère exécutoire de cet acte après transmission en Préfecture et publication le...../...../.....

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun, BP1135, 38022 GRENOBLE Cedex, téléphone 04 76 42 90 00 ou fax 04 76 42 22 69) ou d'un recours gracieux auprès du SYPP, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

# STATUTS DU SYNDICAT MIXTE DES PORTES DE PROVENCE

Immeuble le SEPTAN - Entrée A  
8, av. du 45ème Régiment de  
Transmission  
Quartier Saint-Martin  
26200 Montélimar

## SOMMAIRE

<b><u>PREAMBULE</u></b>	<b>4</b>
<b><u>TITRE I – ORGANISATION DU SYNDICAT</u></b>	<b>4</b>
<b><u>CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES</u></b>	<b>4</b>
ARTICLE 1 – CREATION – DENOMINATION	4
ARTICLE 2 – COMPOSITION	4
ARTICLE 3 – PERIMETRE D’INTERVENTION	4
ARTICLE 4 – SIEGE	5
ARTICLE 5 – DUREE	5
<b><u>CHAPITRE 2 – OBJET DU SYNDICAT MIXTE</u></b>	<b>5</b>
<b><u>CHAPITRE 3 – ADMINISTRATION DU SYNDICAT</u></b>	<b>6</b>
ARTICLE 1 - LE COMITE DU SYNDICAT	6
ARTICLE 1.1 – ELECTION DES DELEGUES AU COMITE DU SYNDICAT	6
ARTICLE 1.2 – DUREE DU MANDAT DES DELEGUES	7
ARTICLE 1.3 – ROLE ET FONCTIONNEMENT DU COMITE DU SYNDICAT	7
ARTICLE 2 - LE BUREAU DU SYNDICAT	7
ARTICLE 2.1 – ELECTION DES MEMBRES DU BUREAU	8
ARTICLE 2.2 – ROLE ET FONCTIONNEMENT DU BUREAU	8
ARTICLE 3 – LE PRESIDENT	8
ARTICLE 4 – LE DIRECTEUR DU SYNDICAT	8
ARTICLE 5 - LES COMMISSIONS	9
<b><u>TITRE II – LES DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES</u></b>	<b>9</b>
<b><u>CHAPITRE 1 - BUDGET</u></b>	<b>9</b>
ARTICLE 1 – PRINCIPES RELATIFS AU BUDGET	9
ARTICLE 2 – PREPARATION DU BUDGET	10
ARTICLE 3 – PARTICIPATIONS	10
<b><u>CHAPITRE 2 – COMPTABILITE</u></b>	<b>11</b>
ARTICLE 1 – OBJECTIFS DE LA TENUE DE LA COMPTABILITE	11



ARTICLE 2 – ORDONNATEUR	11
ARTICLE 3 – TRAITEMENT DES COMPTES	11
ARTICLE 4 – CONTROLE DE L'ORDONNATEUR	11
ARTICLE 5 – REGIES DE RECETTES OU DE DEPENSES	12
ARTICLE 6 – COMPTE DE FIN D'EXERCICE	12
ARTICLE 7 – CONTROLE DU COMPTE DE GESTION	12
ARTICLE 8 : CONTROLE FINANCIER	12
 <b>CHAPITRE 3 – AGENT COMPTABLE</b>	 <b>12</b>
ARTICLE 1 – DESIGNATION	12
ARTICLE 2 – ROLE	12
ARTICLE 3 – CONTROLE	13
 <b>TITRE III – DISPOSITIONS DIVERSES</b>	 <b>13</b>
ARTICLE 1 - TRANSFERT DE COMPETENCES	13
ARTICLE 2 - AFFECTATION ET PROPRIETE DES OUVRAGES	13
ARTICLE 3 - ADHESION DE NOUVEAUX MEMBRES	13
ARTICLE 4 - RETRAIT DU SYNDICAT MIXTE	13
ARTICLE 5 - DISSOLUTION DU SYNDICAT	14
ARTICLE 6 - MODIFICATION DES STATUTS	14
ARTICLE 7 - REGLEMENT INTERIEUR	14

PROJET

## Préambule

Afin d'apporter une homogénéité dans la gestion des déchets ménagers sur le secteur Drôme – Ardèche - Vaucluse, les syndicats de communes et les communautés de communes situées sur le territoire de trois départements décident de s'associer au sein d'un syndicat mixte.

Le syndicat mixte assurera la prévention, la valorisation et le traitement des déchets ménagers et assimilés dans son périmètre de compétence avec la participation active de l'ensemble des forces socio-économiques regroupées au sein du syndicat.

## TITRE I – Organisation du syndicat

### Chapitre 1 – Dispositions générales

#### Article 1 – Création – Dénomination

Le Syndicat des Portes de Provence est, de par sa nature juridique, un syndicat mixte fermé régi par les articles L57-11 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est dénommé Syndicat des Portes de Provence et ci-après désigné « le Syndicat ».

#### Article 2 – Composition

Le syndicat compte, au titre de ses compétences de base, des adhérents, dénommés « membres », qui ont la qualité de Communauté de Communes et Communauté d'Agglomération.

Le syndicat mixte est dès lors composé par les membres suivants :

- Communauté de Communes Dieulefit Bourdeaux,
- Communauté de Communes Ardèche Rhône Coiron,
- Communauté d'Agglomération « Montélimar Agglomération »
- Communauté de Communes des Baronnies en Drôme Provençale,
- Communauté de Communes Du Rhône aux Gorges de l'Ardèche,
- Communauté de Communes Enclave des Papes - Pays de Grignan,
- Communauté de Communes Drôme Sud Provence,
- Communauté de Communes Rhône Lez Provence.

#### Article 3 – Périmètre d'intervention

Le périmètre du syndicat est constitué par l'ensemble des territoires des membres.

Le champ d'action du syndicat est limité à ce territoire.

Toutefois, par convention et pour l'exercice de ses compétences, des actions pourront être menées avec d'autres partenaires en dehors de ce périmètre, dans le respect des dispositions de publicité et de mise en concurrence définies notamment par le Code de la Commande Publique.

## Article 4 – Siège

Le siège du syndicat est fixé à Montélimar.

Les réunions des organes délibérants (Comité Syndical et Bureau Syndical) auront lieu au siège du Syndicat ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres.

## Article 5 – Durée

Le syndicat est constitué sans limitation de durée.

## Chapitre 2 – Objet du syndicat mixte

Afin de participer à la réduction des nuisances imposées au milieu naturel, le syndicat est compétent pour mener toute action visant à réduire, valoriser et traiter la quantité de déchets ménagers et assimilés de son territoire. Il participe à toutes actions en ce sens, et il organise et assure pour l'ensemble de ses adhérents, dans les conditions définies par les articles L 2224-13 et L 2224-14 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- La valorisation et le traitement des déchets ménagers et assimilés, ainsi que les opérations de transport, de tri ou de stockage qui s'y rapportent ainsi que toute opération ayant pour objet, la valorisation matière ou énergétique ;
- L'étude et le suivi de toutes questions relatives à la valorisation et au traitement des déchets ménagers et assimilés, au tri, à la valorisation matière, ainsi que toutes questions relatives aux opérations de stockage et valorisation énergétique ;
- Toutes actions d'information et de communication visant à la réduction, à la valorisation et au traitement des déchets ménagers et assimilés ;
- La maîtrise d'ouvrage d'équipements nécessaires à la valorisation et au traitement des déchets ménagers et assimilés ;
- La réalisation et la gestion d'équipements ayant trait à la valorisation matière ou énergétique ;
- La passation avec les entreprises, de tous actes relatifs à la mission de service public afférent à la réduction, la valorisation et le traitement des déchets ménagers et assimilés ;
- La représentation des membres dans tous les cas où les lois et règlements en vigueur prévoient que ceux-ci doivent être représentés ou consultés ;
- L'organisation de services d'études, administratifs, juridiques et techniques en vue de l'examen pour le compte du Syndicat et des membres de toutes questions intéressant le service public ;
- la surveillance des centres de valorisation, tri et traitement dont l'exploitation est arrêtée et qui sont situés sur le territoire du syndicat dans un but de protection du milieu naturel ;
- Le contrôle du bon accomplissement des missions de service public visées ci-dessus.

En dehors de la communication, la compétence valorisation et traitement des déchets ménagers et assimilés du SYPP ne commence qu'à partir du transport des déchets ménagers via des quais de transfert ou les déchèteries.

Etant précisé de façon non exhaustive les éléments suivants :

- Opérations principales entrantes dans la compétence du SYPP :
  - Les quais de transfert mutualisés pour l'intégralité des EPCI membres,
  - La gestion des contrats et des prestations avec les Eco-Organismes,
  - Les bas de quai des déchèteries (transport et valorisation),
  - La communication à la réduction des déchets et au tri sélectif,
  - Le transport des quais de transfert non mutualisés à l'échelle du territoire,
  - La gestion des plateformes de valorisation spécifiques,
  - Les opérations de réduction des déchets (composteurs, compacteurs...)
- Opérations en dehors de la compétence du SYPP :
  - La propriété et la gestion des quais de transfert non mutualisés à l'échelle du SYPP,
  - La collecte des déchets ménagers et assimilés,
  - Le haut de quai des déchèteries (Propriété, entretien, gardiennage...).

Le syndicat exerce aussi des activités qui peuvent être le complément normal et nécessaire de ses compétences.

Il peut ainsi participer à la production d'énergie dans les conditions définies par la législation en vigueur.

Cette production pourra être liée à l'utilisation des déchets ménagers permettant de produire et /ou d'économiser de l'énergie.

Pour mener à bien ses missions, le syndicat mixte se dote de moyens en personnel, technique et administratif, nécessaires.

Au titre de ses compétences, le syndicat bénéficie, dès sa création, d'une mise à disposition de biens meubles et immeubles qui lui sont nécessaires, dans le respect des dispositions des articles L 1321-1 et suivants du C.G.C.T..

## Chapitre 3 – Administration du syndicat

### Article 1 - Le Comité du syndicat

Le syndicat mixte est administré par un comité syndical.

#### Article 1.1 – Election des délégués au comité du syndicat

La représentation des membres du Comité Syndical est fixée proportionnellement à la population concernée, arrêtée sur la base du dernier recensement (avec double compte).

Ainsi, chaque adhérent sera représenté par 2 délégués jusqu'à 10.000 habitants, auquel il conviendra d'ajouter 1 délégué supplémentaire par tranche de 15.000 habitants, à partir de 10.001 habitants.



Pour chaque délégué titulaire, les membres du syndicat désigneront un délégué suppléant affecté, qui pourra être appelé à siéger au Comité Syndical avec voix délibérative, en cas d'empêchement du délégué titulaire.

## **Article 1.2 – Durée du mandat des délégués**

Les délégués titulaires et leurs suppléants sont élus pour la durée du mandat municipal. Si les délégués sont élus en cours de mandat, leur mandat suit le sort de l'assemblée délibérante qui les a élus.

En vertu de l'article L 5211-8 du C.G.C.T. et sans préjudice des dispositions des articles L 2121-33 et L 2122-10 du C.G.C.T., le mandat des délégués est lié à celui de l'assemblée délibérante qui les a délégués.

Ce mandat expire lors de l'installation de l'organe délibérant du syndicat, suivant le renouvellement des assemblées délibérantes qui désignent des membres au comité du syndicat.

## **Article 1.3 – Rôle et fonctionnement du comité du syndicat**

Le comité du syndicat se réunit au moins trois fois par an ou encore sur convocation du président sur demande de plus de la moitié des membres.

D'une façon générale, le président peut inviter, à titre consultatif, ou entendre toute personne dont il estimera nécessaire le concours ou l'audition.

Le comité du syndicat exerce toutes les fonctions prévues par les textes en vigueur sur le fonctionnement des syndicats mixtes, ainsi que celles prévues par les présents statuts et en particulier :

- Il examine les comptes rendus d'activité et les financements annuels.
- Il définit et vote les programmes d'activité annuels.
- Il vote le budget.
- Il approuve le compte administratif.
- Il détermine et crée les postes à pourvoir pour le personnel du syndicat mixte.

Le comité du syndicat examine les propositions de modifications des statuts du syndicat mixte.

Le comité du syndicat définit les pouvoirs qu'il délègue au bureau.

En application de l'article L 2121-17 du C.G.C.T., le comité ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente, tel que cela est défini par le règlement intérieur.

## **Article 2 - Le bureau du syndicat**

Le comité du syndicat élit en son sein un bureau composé d'un Président, d'un ou plusieurs Vice-Présidents et éventuellement d'un ou plusieurs membres délégués dont le nombre est fixé par le Comité Syndical dans les conditions définies par le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5211-10.



Le nombre de Vice-Président est fixé par le comité syndical, sans que son nombre ne puisse excéder 30% du nombre de délégués.

### **Article 2.1 – Election des membres du bureau**

Le comité du syndicat élit ses représentants au sein du bureau, en fonction des modalités définies dans le règlement intérieur.

### **Article 2.2 – Rôle et fonctionnement du bureau**

Le bureau du syndicat mixte se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation du Président et, le cas échéant, à tout moment, également sur convocation du Président.

Le bureau reçoit délégation du Comité du syndicat selon les conditions fixées au règlement intérieur.

Il établit, notamment, le projet de budget et assure la gestion courante du Syndicat mixte.

### **Article 3 – Le Président**

Le président du syndicat est désigné par le comité du syndicat.

Le Président du syndicat est l'organe exécutif du syndicat mixte, dans les conditions définies par l'article L 5211-9 du C.G.C.T..

Il exécute les délibérations du comité du syndicat ou du bureau procédant par délégation de celui-ci.

Le président convoque aux réunions le comité syndical et le bureau. Il dirige les débats et contrôle les votes. Il a voix prépondérante en cas de partage égal des voix. Il nomme le personnel. Il assure l'exécution des décisions du comité syndical et du bureau et représente le syndicat mixte dans les actes de la vie civile.

Il ordonne les dépenses et émet les titres de recettes, représente le syndicat mixte en justice et signe les actes juridiques.

Le président passe et signe, sur autorisation du comité du syndicat, tous actes, traités ou marchés en exécution des décisions de ce comité.

Il prend toute mesure nécessaire au bon fonctionnement du syndicat mixte et en rend compte au comité du syndicat et au bureau.

Il est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions, aux vice-présidents. En cas d'absence ou d'empêchement des vice-présidents, il peut également déléguer une partie de ses fonctions à d'autres membres du bureau. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

Il peut donner délégation de signature au directeur du syndicat mixte.

### **Article 4 - Le Directeur du syndicat**

Le directeur du syndicat mixte est nommé par le président. Les fonctions de directeur sont incompatibles avec celles de membre du comité du syndicat.

Le directeur ne peut prendre, recevoir ou conserver aucun intérêt, ni occuper aucune fonction dans les entreprises en rapport avec le syndicat.

Le directeur assure, sous l'autorité et le contrôle du président, l'administration générale du syndicat mixte.

Il dirige l'ensemble des services du syndicat. A cet effet, il met en œuvre toutes mesures nécessaires à la préparation et à l'exécution des décisions prises par les organes délibérants.

## Article 5 - Les commissions

Le syndicat met en place les commissions consultatives qu'il estime nécessaire, conformément aux dispositions des articles L 5212-16 et L 2121-22 du C.G.C.T..

Il met en place notamment les commissions suivantes :

- La commission consultative des services publics locaux,
- La commission d'appel d'offres et de jury de concours,
- La commission de délégation de service public,
- La commission de contrôle financier.

## TITRE II – Les dispositions financières et comptables

### Chapitre 1 - Budget

#### Article 1 – Principes relatifs au budget

Le budget du syndicat mixte comprend, conformément aux dispositions des L. 5212-19, L 5722-2 et L 5212-21 du Code général des collectivités territoriales :

- La contribution des membres ;
- Le revenu des biens meubles ou immeubles du syndicat mixte ;
- Les sommes qu'il reçoit des personnes publiques ou privées en échange d'un service rendu ;
- Les subventions de l'Etat, de la région, du département et des communes ;
- Les produits des dons et legs ;
- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux compétences exercées ;
- Le produit des emprunts ;
- Les subventions et participations de l'Union Européenne, des collectivités territoriales ou des établissements publics ;
- La taxe sur la valeur ajoutée et le fonds de compensation de la T.V.A. (F.C.T.V.A.) ;
- La D.G.E. ;
- Toutes ressources qui pourraient être versées par les membres ou attribuées par la loi, ou toutes autres taxes ou redevances qui pourraient être perçues par le syndicat.

L'exercice budgétaire coïncide avec l'année civile.

Le budget est approuvé par le comité du syndicat.

Il inclut l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses prévues pour l'exercice.

Il prévoit, notamment, les charges correspondant aux compétences exercées par le syndicat mixte pour l'ensemble de ses membres.

## Article 2 – Préparation du budget

Le projet de budget de l'année à venir est préparé par le directeur. Il est soumis au bureau, puis au comité du syndicat, dont le vote doit intervenir conformément à la réglementation et il est voté par chapitre.

Dans le cas où le budget du syndicat mixte n'aurait pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif du syndicat est en droit, jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars, l'exécutif du syndicat peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

L'autorisation précise le montant et l'affectation des crédits.

## Article 3 – Participations et restitutions

La participation des collectivités membres aux dépenses de fonctionnement du syndicat mixte sera répartie de la manière suivante :

- Frais généraux : une contribution fixe à l'habitant,
- Une péréquation des coûts de transport à la tonne d'ordures ménagères n-1 pour assurer le transport des ordures ménagères issus des quais de transfert,
- Déchèteries, tri, valorisation et traitement : un coût facturé au réel intégrant une part fixe par collectivité et/ou une part variable.

Pour ce qui concerne les coûts facturés au réel, il est précisé que le SYPP procèdera au principe comptable de l'avance et régularisation au semestre.

Le comité syndical pourra, par délibération, moduler la participation financière dès lors que la population de l'un de ses membres augmenterait ou diminuerait, suite à l'adhésion ou au retrait d'une ou plusieurs communes membres, afin de tenir compte dès la prise en charge des coûts fixes.

Le SYPP procède également à la restitution financière aux EPCI de la manière suivante et pour les actions suivantes :

- Restitution au coût réel des recettes issues des éco-organismes autre que les emballages et en dehors des recettes liées à la communication qui sont maintenues au Syndicat,



- Restitution à la performance de tri de recettes issues de l'éco-organismes pour le tri sélectif et en dehors des recettes liées à la communication qui sont maintenues au Syndicat,
- Restitution au coût réel des recettes liées à la vente des matériaux de tri et valorisation (tri sélectif, déchèteries...).

Le comité syndical pourra également décider d'attribuer un concours financier aux collectivités accueillant des installations du SYPP.

Le Syndicat des Portes de Provence appliquera également un principe de différenciation des dépenses et des recettes par des actes comptables spécifiques. Ainsi, les recettes ne seront pas déduites d'un mandat et inversement.

## Chapitre 2 – Comptabilité

### Article 1 – Objectifs de la tenue de la comptabilité

La comptabilité du syndicat mixte est organisée et tenue de manière à permettre :

- De contrôler la régulière exécution des prévisions de recettes et de dépenses approuvées par exercice.
- De déterminer le montant des produits et des charges de l'exploitation.
- D'apprécier la situation active et passive du syndicat.
- De dégager le résultat par bloc de compétences.

### Article 2 – Ordonnateur

Le Président procède à la liquidation des dépenses et des recettes. Il établit et transmet à l'agent comptable les ordres de paiement et les titres de recettes. Il tient comptabilité de l'engagement des dépenses, de l'émission des ordres de recettes et des ordres de paiement transmis à l'agent comptable.

### Article 3 – Traitement des comptes

Les opérations en deniers et en matières intéressant le syndicat mixte sont constatées dans des écritures tenues dans les formes commerciales, selon les principes de la comptabilité publique.

Ces opérations sont récapitulées dans des balances mensuelles établies par le comptable public. Les résultats sont déterminés en fin d'exercice par un inventaire établi par l'ordonnateur, une balance générale des comptes, un compte d'exploitation et un bilan.

### Article 4 – Contrôle de l'ordonnateur

La comptabilité tenue par le comptable public ou l'agent comptable spécial est placée sous le contrôle de l'ordonnateur. Celui-ci peut prendre connaissance, à tout moment dans les bureaux du comptable, des pièces justificatives des recettes et des dépenses et des registres de comptabilité. Il peut recevoir, en communication, les pièces de comptabilité contre reçu détaillé et certifié.

## Article 5 – Régies de recettes ou de dépenses

Les opérations de recettes et de dépenses peuvent, par décision du président et avec l'agrément du comité du syndicat, être confiées à des régisseurs de recettes et de dépenses, conformément à la réglementation applicable aux opérations effectuées par les communes. Les régisseurs agissent sous la responsabilité de l'agent comptable, qui est appelé à donner son avis lors de leur nomination.

## Article 6 – Compte de fin d'exercice

En fin d'exercice, le directeur fait établir, après inventaire, par l'agent comptable, la balance générale des comptes, le bilan, le compte d'exploitation et la situation de l'exécution du budget.

Ces documents sont présentés en annexe au rapport général du comité du syndicat qui en délibère.

## Article 7 – Contrôle du compte de gestion

Le compte de gestion du syndicat est présenté à la Chambre Régionale des Comptes par l'agent comptable, après avoir été visé par le directeur qui en vérifie l'exactitude, selon les règles fixées par la réglementation en vigueur.

Le compte de gestion est délibéré par le comité du syndicat à laquelle il doit être soumis dans les délais réglementaires.

## Article 8 : Contrôle financier

Les dispositions financières contenues dans les articles L. 5722-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales sont applicables au syndicat mixte.

## Chapitre 3 – Agent comptable

### Article 1 – Désignation

La comptabilité du syndicat est tenue selon les règles déterminées par la comptabilité publique.

Le receveur est un comptable du Trésor Public, désigné dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

Les fonctions du comptable du syndicat sont exercées par un Trésorier nommé par arrêté préfectoral, sur proposition du Trésorier Payeur Général.

### Article 2 – Rôle

L'agent comptable est chargé, sous sa responsabilité propre, de la perception des recettes, du paiement des mandats émis par le directeur, de la tenue de la caisse et du portefeuille. Il a seul qualité pour opérer tout maniement de fonds ou de valeurs.

Il veille à la conservation des droits et au recouvrement des revenus et créances de toute nature du syndicat mixte. Il prend en charge les ordres de recettes émis par le directeur.



## Article 3 – Contrôle

L'agent comptable du syndicat mixte relève du contrôle de la Chambre Régionale des Comptes.

Il est soumis à tout contrôle prévu par les textes en vigueur.

## TITRE III – Dispositions diverses

### Article 1 - Transfert de compétences

Tout EPCI non-membre du syndicat mais souhaitant y adhérer et qui exerce la compétence visée à l'article 3 pourra la transférer au syndicat.

Ce transfert sera réalisé dans les conditions visées à l'article L.5211-18 du Code général des collectivités territoriales.

### Article 2 - Affectation et propriété des ouvrages

En application des dispositions de l'article L. 5211-5 et L. 5212-1 et suivants du Code général des Collectivités Territoriales, le syndicat mixte bénéficie des transferts de compétences qui entraînent de plein droit la mise à disposition des biens meubles et immeubles utilisés pour leur exercice, qui sont affectés au syndicat mixte à la date de leur transfert.

Le syndicat mixte est substitué aux membres dans les droits et obligations qu'ils détiennent, du fait des contrats en cours portant sur ces compétences.

Le transfert prend effet au premier jour du mois suivant la date à laquelle la délibération de la collectivité est devenue exécutoire et sous réserve de l'établissement d'un procès-verbal de remise.

Les autres modalités de transferts sont prévues par le comité du syndicat.

### Article 3 - Adhésion de nouveaux membres

Toutes autres personnes morales de droit public peuvent être admises au sein du syndicat mixte, tel que cela est prévu par l'article L.5211-18 du C.G.C.T.

Cette admission est décidée par le comité du syndicat statuant à la majorité des membres, dans les conditions définies par le règlement intérieur.

### Article 4 - Retrait du syndicat mixte

Les membres du syndicat mixte peuvent être admis à se retirer, sur leur demande, après autorisation du comité du syndicat, dans les conditions définies par l'article L.5211-19 et suivants et L.5212-29 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le membre qui demande son retrait du syndicat mixte ne participe pas au vote.

## **Article 5 - Dissolution du syndicat**

Le comité du syndicat peut prononcer la dissolution du syndicat mixte à l'unanimité de ses membres, par vote des délégués présents.

La dissolution s'effectue conformément aux dispositions de l'article L. 5212-33 du Code Général des Collectivités Territoriales.

## **Article 6 - Modification des statuts**

La modification des présents statuts, sera décidée conformément aux dispositions des articles L 5211-16 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

## **Article 7 - Règlement intérieur**

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-8 du C.G.C.T., un règlement intérieur fixe, en tant que de besoin, les dispositions relatives au fonctionnement du comité, du bureau syndical et des commissions qui ne seraient pas déterminées par les lois et règlements.

Il est approuvé par délibération du comité du syndicat qui pourra le modifier ultérieurement.

PROJET

**EXTRAIT REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
 CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
 SEANCE DU 29 MARS 2022**

Envoyé en préfecture le 12/07/2022  
 E Reçu en préfecture le 12/07/2022  
 R Affiché le 29/04/2022  
 A ID : 026-200040459-20220628-2022\_06\_28\_706-DE  
 ID : 026-252602552-20220428-CS280422\_1-DE

L'an deux mille vingt-deux le 29 mars à 18h30 le conseil communautaire de la communauté de communes Rhône Lez Provence, convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, sur la commune de Bollène sous la présidence de M. Anthony ZILIO.

Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par mail aux conseillers communautaires le 23 mars 2022.

Secrétaire de séance : M. Hervé FLAUGERE

**Présents : 26**

Anthony ZILIO, Benoît SANCHEZ, Christian PEYRON, Marie-Andrée ALTIER, Hervé FLAUGERE, Katy RICARD, Claude RAOUX, Laëtitia ARNAUD, Christian AUZAS, Pierre AVON, Jean-Marie BLANC, Françoise BOUCLET, Juan GARCIA, Jean-Myriam GUTIEREZ, Jean-Pierre LAMBERTIN, Denis MAUCCI, Anne-Marie SOUVETON, Jean-Yves MARECHAL, Virginie VICENTE, André VIGLI, Bruna ROMANINI, Jean-Louis GRAPIN, Laure DAVID-GITTON, Sylvie BONIFACY, Joël RACAMIER, François LUCAS

**Représentés : 04**

Laurence DESFONDS FARJON représentée par Benoit SANCHEZ  
 Marc GUARINOS représenté par Hervé FLAUGERE  
 Florence JOUVE-LAVOLÉ représentée par Jean-Yves MARECHAL  
 Marie CALERO représentée par Claude RAOUX

**Absents : 01**

Marie-Claude BOMPARD

Nombre de membres			Vote		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote	Pour	Contre	Abstention
31	26	30	28	02	00

**D2022\_27  
 ADHESION AU SYNDICAT DES PORTES DE PROVENCE (SYPP)**

**Rapporteur : Mme RICARD**





D2022\_27

7. Finances  
 7.6. Contributions budgétaires  
 7.6.4. Adhésions diverses de la collectivité

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE SEANCE DU 29 MARS 2022

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV loi n°2015-992 du 17 août 2015) ainsi que les plans d'action qui l'accompagnent, visent à permettre à la France de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique et à la préservation de l'environnement.

Si les priorités sont faites aux économies d'énergie, la loi fixe toutefois des objectifs ambitieux en matière de prévention et de gestion des déchets par le développement de la prévention, de la valorisation matière des déchets et, à défaut, par leur valorisation énergétique. En conséquence, la loi fixe entre autres comme objectif à l'horizon 2025, la diminution de moitié des quantités de déchets mis en décharge et la mise en œuvre d'un plan de prévention des déchets ménagers visant à réduire les déchets produits et pris en charge par les collectivités, à améliorer la valorisation matière et énergétique et réduire fortement le traitement ultime.

Les récentes évolutions réglementaires (Loi AGECL, Loi Climat et Résilience, ...) nécessitent la mise en œuvre d'une organisation plus efficiente pour mener à bien les objectifs de prévention, de réduction, de valorisation et de traitement des déchets ménagers et assimilés.

Aussi, la prise en compte des évolutions majeures des années à venir dans le domaine de la prévention et la gestion des déchets, oblige la communauté de communes à s'adapter en cherchant à s'inscrire dans un partenariat lui garantissant de mieux mobiliser les ressources techniques et financières.

**Vu** la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

**Vu** l'article L.5214-16 du code général des collectivités territoriales,

**Vu** les articles L.5711-1 et suivants du code général des collectivités territoriales relatifs aux syndicats mixtes composés d'EPCI,

**Vu** l'article L.5214-27 du code général des collectivités territoriales relatif à l'adhésion de communautés de communes à des syndicats mixtes,

**Vu** l'arrêté du préfet de Vaucluse du 23 décembre 2016 modifiant les statuts de la communauté de communes Rhône Lez Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017,

**Vu** les statuts du Syndicat des Portes de Provence mettant en exergue les compétences de celui-ci ainsi que son fonctionnement.

**Vu** le rapport d'étude.

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
SEANCE DU 29 MARS 2022**

**Considérant** que la communauté de communes Rhône Lez Provence est compétente en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés sur l'ensemble de son territoire,

**Considérant** que le Syndicat des Portes de Provence est compétent en matière de prévention, valorisation et de traitement des déchets ménagers et assimilés, sur l'ensemble des territoires de ses structures adhérentes intégrant quatre préoccupations majeures dans ses actions :

- » La maîtrise des impacts de la gestion des déchets sur l'environnement
- » La préservation de la population vis-à-vis des risques sanitaires
- » Le respect des règles législatives et réglementaires
- » La maîtrise des coûts financiers

**Considérant** que, au vu des enjeux importants de la gestion des déchets, une coordination et une mutualisation apparaissent nécessaire pour atteindre les objectifs nationaux et régionaux,

**Considérant** que le Syndicat des Portes de Provence a mis en œuvre un programme local de prévention permettant une lisibilité des objectifs et des actions jusqu'en 2026 sur son périmètre d'intervention,

**Considérant** que plusieurs enjeux guident la prévention des déchets, parmi lesquels :

- » Une économie de matières premières épuisables
- » La limitation des impacts sur l'environnement et la santé
- » Les économies financières liées au traitement du déchet

**Considérant** que, conformément aux articles L.5711-1 et L.5214-27 du CGCT, et afin que la communauté de communes Rhône Lez Provence adhère au SYPP, il convient que le conseil communautaire et les conseils municipaux se prononcent sur cette adhésion sans délai,

**Considérant** que, dans le cadre de cette adhésion, la communauté de communes Rhône Lez Provence reste pleinement compétente en matière de collecte et de fiscalité déchets,

**Considérant** la délibération du conseil communautaire en date du 25 janvier 2022 désignant les représentants CCRLP au SYPP.



Envoyé en préfecture le 12/07/2022

Reçu en préfecture le 12/07/2022

Affiché le 29/04/2022

ID : 026-200040459-20220628-2022\_06\_28\_706-DE

Affiché le 29/04/2022

ID : 026-252602552-20220428-CS280422\_1-DE



D2022\_27

7. Finances

7.6. Contributions budgétaires

7.6.4. Adhésions diverses de la collectivité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
SEANCE DU 29 MARS 2022

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

après en avoir délibéré et à la majorité des suffrages exprimés,

Contre : Claude RAOUX (2)

- **SE PRONONCE** favorablement pour l'adhésion de l'ensemble du territoire de la CCRLP au SYPP à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022
- **SOLLICITE** le comité syndical du SYPP afin de statuer sur la demande d'adhésion et procéder ainsi à une modification statutaire
- **DEMANDE** aux communes membres de délibérer sans délai pour se prononcer sur l'adhésion au SYPP
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tous les actes nécessaires à l'adhésion

Acte certifié exécutoire par :  
• Dépôt / Envoi en préfecture le  
• Publication le  
• Notification le

Le Président.

  
Anthony ZILIO

Le Président

  
Anthony ZILIO

Accusé de réception en préfecture  
084-200000628-20220329-D2022\_27-DE  
Date de télétransmission : 06/04/2022  
Date de réception préfecture : 06/04/2022